

Les partis d'extrême droite et l'Europe

Arianne Chebel d'Appolonia

Alors que la construction européenne tend à s'acheminer vers l'émergence d'une communauté supranationale, évolution qui concerne à la fois la prédominance du modèle national-étatique et les divers projets de communautés infra-nationales (cultures minoritaires régionalisme, séparatismes), les partis d'extrême droite se mobilisent actuellement contre le traité sur l'Union. L'analyse de leurs motivations, de leurs objectifs et des moyens qu'ils préconisent (de l'opposition légaliste à la légitimation du recours à la violence) peut être effectuée selon trois axes. On remarque, tout d'abord, un parfait parallélisme entre le discours sur "l'identité nationale en péril" et celui sur la "décadence de l'Europe" - l'Europe n'étant pour chacune des formations d'extrême droite que la projection à une échelle plus vaste de l'identité nationale telle qu'elles la conçoivent. En d'autres termes, ce qui menace la nation menace également l'Europe. Dans le même temps, l'argumentation anti-CEE présente l'Europe comme étant elle-même une menace pour les identités nationales, le traité de Maastricht inaugurant ainsi une dérive vers une entité supranationale qui passe par l'éclatement de la Nation" [1]. La relation entre ces deux propositions est assurée par la substitution d'une certaine conception de l'Europe à la Communauté concrète. Ainsi, les partis d'extrême droite tentent de combiner un nationalisme étroit avec une ambition européenne, démarche entreprise dès le lendemain de la guerre. Depuis les années cinquante, sur les ruines du rêve de Mitteleuropa, apparurent des revues (Nation Europa, l'Europe réelle - organe du Mouvement social belge -, Europe Action S), des réseaux (le Mouvement social européen, le Nouvel Ordre européen, EuropafrontS) ou des groupuscules (Combat européen de Clémenti, la Fédération d'action nationale européenne de FredriksenS) attachés à la défense d'une Europe définie le plus souvent en termes de "race européenne" ou de "culture européenne". Reprise et en partie reformulée dans les années soixante-dix par les diverses nouvelles droites (GRECE en France, Neue Rechte en RFA, Nuova Destra en Italie), cette conception de l'Europe n'a connu qu'une diffusion limitée, sans qu'il soit possible, pour autant, de l'ignorer puisqu'elle semble susciter un regain d'intérêt chez les jeunes recrues des mouvements néo-nazis ou skinheads. Dans un autre registre, le groupe des Droites européennes [2]- formé en 1984, six ans après l'échec de l'Eurodroite - se réclame officiellement de "l'Europe des patries", une Europe respectueuse des souverainetés nationales. Les députés qui, aujourd'hui, siègent à

Strasbourg sous cette étiquette réclament la mise en place d'un " Empire européen des patries fédérées et non homogénéisées" [3].

Quels sont, pour les droites extrêmes , les critères constitutifs de la nation et de l'identité nationale ? Dans quelle mesure et selon quelle stratégie discursive cette conception alimente-t-elle le rejet de la Communauté européenne ? Quels sont les composants et la nature de cette Europe que les leaders extrémistes se proposent de bâtir au lieu et place de ceux qu'ils nomment les "Maastricheurs" ? Et surtout, quelles sont les victimes désignées de la double logique d'exclusion - au niveau national et européen - qui fondent la tactique des divers mouvements quand ils tentent de capter à leur profit les craintes et le mécontentement diffus des électorats européens ? Une étude comparée de la situation en France et en Allemagne (Front national d'une part, Republikaner et groupuscules néo-nazis d'autre part) devrait permettre d'esquisser quelques éléments de réponse.

La nature du nationalisme extrémiste

Le nationalisme dont se réclament les formations d'extrême droite allemande et française tire sa force de la variété des conceptions qu'il recouvre. Élément clé qui ordonne l'ensemble des mots d'ordre ou propositions de ces partis, le nationalisme extrémiste combine en effet une acception traditionnelle de la nation, fondée sur les partis d'extrême droite et l'Europe les thèmes de l'enracinement et du patrimoine, avec des notions organicistes et raciologiques. Ces notions, explicites dans le discours des groupuscules nazis ou skinheads, sont aisément décelables dans les programmes des partis légalistes, en dépit des procédés rhétoriques d'euphémisation et de substitution lexicale (énoncés racistes transformés en énoncés "différentialistes"). Avec cette articulation entre un nationalisme dit classique, déjà porteur d'exclusion, et un nationalisme mixophobique - idéologisation national-raciste du droit à la différence -, le discours extrémiste dispose d'un large registre et séduit au-delà des cercles restreints dans lesquels il était jusqu'ici confiné.

La stratégie discursive du Front national illustre parfaitement ce phénomène d'absolutisation de la différence et de radicalisation dans la défense de l'identité nationale. Au départ, la nation est définie en ses éléments constitutifs selon un ethnocentrisme qui puise ses références dans une sorte de syncrétisme des oeuvres de Barrès, Taine et Renan. La nation est alors un " ensemble vivant qui intègre le passé et ses morts, le présent et ses vivants, l'avenir et ses promesses" [4] ou bien encore "la terre de nos Pères, le sol défriché et

défendu par eux le long des siècles, le pays façonné dans ses paysages, ses cités, sa langue, son histoire et enrichi de leurs efforts, fertilisé de leur sueur et de leur sang" [5]. Communauté de destin fondé sur une mémoire collective homogène et patrimoine culturel, la nation n'est pas, à ce stade, une entité hermétiquement close. Certes, le Front national tient la naturalisation pour artificielle et lui oppose un "acte sacrificiel : l'effusion de son sang" [6]. L'étranger devient français "non par le sang reçu mais par le sang donné" [7], rite unissant la Patrie à ses fils. L'identité nationale supporte toutefois, à dose restreinte, l'arrivée d'étrangers dans la communauté originelle à la condition que ceux-ci, à défaut de mourir pour la patrie, acceptent l'assimilation : "devenir pleinement français ou partir, c'est-à-dire connaître et aimer la France, et adopter ses valeurs et sa loi civile ; cela n'exclut pas de rester fidèle ni à ses origines ni à ses traditions pour peu que celles-ci ne soient pas incompatibles avec les normes culturelles et le droit français" [8].

A cette conception, en partie conforme à l'idéologie républicaine, se substitue progressivement une mixophobie pure et simple. Dans un premier temps, certaines catégories d'étrangers sont tenus pour inassimilables par nature, ceux "issus du tiers monde" en raison de leur "spécificité culturo-religieuse" [9]. Puis, le discours sur l'héritage historique et culturel fait place à l'exaltation des liens du sang tandis que la constatation de la diversité des êtres se mue en une argumentation quasi-biologique sur la hiérarchie des races : "dans ce monde où il existe des races différentes, des ethnies différentes, des cultures différentes, je prends acte de cette diversité (S) J'établis bien sûr une distinction entre les êtres et entre les peuples ou nations (S) Je ne peux pas dire que les Bantous ont les mêmes aptitudes ethnologiques que les Californiens parce que cela est tout simplement contraire à la réalité" [10]. Pour Jean-Marie Le Pen, cette proposition est du même ordre que "je ne peux pas dire que la Suisse est plus grande que les Etats-Unis" [11], analogie qui tend à présenter les présupposés racistes comme une évidence rationnelle. Cette réactivation du darwinisme social s'accompagne d'une exploitation des fantasmes originaires sur la pureté du corps social ("invasion" = impureté = dégénérescence pathologique) et sur la désignation des éléments susceptibles de "contaminer" l'organisme national -juifs (accusés ipso facto de "double allégeance") et immigrés en première ligne - qui selon le Front national et les organes qui lui sont affiliés, nuisent à "l'état moral et sanitaire de la France". La lutte pour la sauvegarde de l'identité nationale passe ainsi par le rejet des mélanges, impératif clairement explicité par André Figueras dans RLP-Hebdo : : "si l'on intègre machinalement, mécaniquement,

administrativement, une forte dose de substance étrangère à la substance foncièrement, naturellement, historiquement française, on va dénaturer cette substance" [12]. Maints exemples viendraient confirmer que la rhétorique national-populiste, présentée comme étant la simple expression du "bon sens" populaire et n'ayant d'autre finalité que la défense des intérêts des citoyens français, débouche sur un intégrisme identitaire, fondé sur le "racisme antifrançais" et sur un "réflexe de légitime défense" contre la submersion/subversion. Une même ambivalence se retrouve dans la propagande des Republikaner, en dépit des efforts de l'ex-Waffen SS Franz Schönhuber pour respectabiliser son mouvement et pour rompre, du moins en apparence, avec un discours trop nettement raciste rejeté par l'opinion publique allemande. Mais, outre que cette attitude lui a valu d'être contesté par une partie des REPs [13] sans que ceux-ci parviennent à consolider leur électorat, cette stratégie discursive dissimule mal les réminiscences douteuses [14] à partir desquelles l'ensemble des formations d'extrême droite structurent leur programme. Suivant l'exemple de J.-M. Le Pen, Franz Schönhuber a toujours refusé d'être classé à l'extrême droite - étiquette qui selon lui ne s'appliquerait qu'à la DVU ou au NPD- et estime que les REPs sont l'expression d'une "droite nationale, patriotique et libérale, avec des préoccupations prioritairement sociales et écologiques" [15]. Centré sur l'exaltation des valeurs allemandes, sur la réévaluation de la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, évitant soigneusement toute référence directe à la mythologie aryenne, le discours des REPs contient toutefois des éléments qui suggèrent une conception organiciste et raciologique de la nation. Franz Schönhuber entend ainsi lutter pour la "perpétuation du peuple allemand pour la préservation d'un Lebensraum sanitaire et écologique" et pour la "santé physique, morale et spirituelle de la jeunesse allemande". De plus, dans son argumentation contre l'immigration, il n'hésite pas à introduire constamment les notions de Völk et de Völk und Staat ; souscrivant de ce fait à l'essentiel du corpus doctrinal de la Nouvelle Droite allemande (anti-égalitarisme, biologisation de la société, valorisation de l'héritage indo-européen, conservatismeS). Enfin, à l'égal du Front national, les REPs tirent avantage des fantasmes identitaires et de la psychose sécuritaire, qu'ils traduisent en images à forte portée symbolique et affective [16].

Ainsi, s'il convient de distinguer entre le Front national et les mouvements néo-nazis français d'une part, et entre les Republikaner et les groupuscules néo-nazis allemands (Gesellschaft für biologische Anthropologie Eugenik und Verhaltensforschung, Freundiskreis Ulrich von Hutten, Hamburger Liste für Ausländerstopp, Nationale

Sammlung, Deutsche Alternative/Die National Protestparteis), d'autre part, il apparaît que sur le thème de l'identité nationale, une large convergence s'opère : même idéal de remise en ordre par un régime autoritaire, même processus d'exclusion au nom d'un intégrisme identitaire, même exploitation du thème de la "légitime défense" pour combattre, en paroles ou en actes, l'immigration et même hantise mixophobique plus ou moins ouvertement déclarée, même utilisation des mécanismes combinatoires de l'imaginaire politique (mythe polymorphe du complot, caractère essentiellement "scientifique" des postulats). Que des divergences existent, tant dans la formulation que dans les finalités (l'ordre auquel les néo-nazis aspirent n'est pas celui que les intégristes catholiques proches du Front national appellent de leurs vœux), ne doit pas masquer les multiples passerelles qui unissent ces diverses formations.

La nation-État contre l'Europe communautaire

L'attention accordée par les extrêmes droites allemande et française à la construction européenne répond avant tout à des préoccupations électoralistes et s'inscrit dans une stratégie politique à court terme. En ce sens, la perspective du grand marché unique ou les enjeux du traité de Maastricht constituent une opportunité pour ces formations qui exploitent l'idée simpliste mais efficace selon laquelle la Communauté aggrave les menaces pesant sur l'identité nationale. Cette projection des fantasmes identitaires au niveau européen est actuellement illustrée par la campagne du Front national. De quels maux souffre la nation ? De l'immigration, du chômage, de l'insécurité, du terrorisme et du sida. Que suggère une éventuelle application du traité de Maastricht ? Plus d'immigration - et "le droit" de vote accordé aux étrangers" -, plus de terrorisme et d'insécurité - avec une "Mafia qui pourra s'installer calmement et officiellement chez nous" -, plus de chômage, "plus de drogue et plus de sida" [17]. Au nom d'un "national-écologisme", auquel le Front national s'est depuis peu rallié pour bénéficier de la vague verte, la CEE est également suspectée de favoriser la transformation de la France en "réceptacle de toutes les immigrations et de tous les déchets" (l'association immigrés/déchets renvoyant à l'intégrisme identitaire précédemment évoqué). En outre, le thème du complot - largement utilisé au niveau national pour stigmatiser les diverses "Internationales antifrancaises" - est adapté aux exigences de la campagne pour la non-ratification du traité : pour Jean-Marie Le Pen, les "euristocrates" sont aux ordres de "l'oligarchie internationale et cosmopolite" dont l'objectif est la destruction de la nation. La "bataille de Maastricht", "face à face entre le parti de l'étranger et le parti de la France", illustre dès lors "la guerre

permanente que mènent les puissances obscures et les lobbies contre les nations" [18]. Cette tentative de capter à son profit les incertitudes relatives aux conséquences économiques et sociales de l'application des diverses politiques communautaires conduit le Front national à modifier son programme en fonction de l'actualité européenne. Ainsi, une rapide lecture du programme électoral de 1984 rappelle qu'à cette date, alors qu'il ne s'agissait pas encore de renforcer le cadre communautaire, le Front national était partisan d'une "Europe forte", ce qui supposait une monnaie commune, une défense commune et une politique étrangère commune [19]. Pour tenter d'évaluer le volet "Europe" dans la propagande de ce parti, il faut donc garder en mémoire le fait que le Front national est surtout un front du refus, plus apte à dénoncer qu'à proposer une politique cohérente. Cette carence doctrinale explique la nature contradictoire de son rapport à l'Europe et l'instrumentalisation aléatoire de son nationalisme extrémiste : en 1984, la sauvegarde de l'identité nationale passait par la restitution à l'Europe de sa "vraie dimension" ; en 1992, la relance de la dynamique communautaire menace l'identité nationale. Entre ces deux dates, la seule donnée absolument intangible du discours lepeniste a été la dénonciation de l'immigration - thème éminemment porteur et susceptible de variations infinies.

La stratégie des Republikaner n'est guère plus élaborée et relève également de préoccupations électoralistes. Dans leur premier programme, adopté à Munich en novembre 1983, l'exaltation de l'identité nationale et la revendication d'une Allemagne unie voisinaient avec la critique du "nationalisme égoïste" et le soutien à l'unification européenne. A partir de 1987, en revanche, la CEE fut présentée comme un obstacle majeur à la réunification, de même que l'appartenance à l'OTAN qui, selon Franz Schönhuber, devait être remplacée par une "neutralité active" [20]. Les REPs jouèrent ainsi la carte de la question nationale - alors que la dynamique communautaire était relancée par l'Acte unique - en effectuant une surenchère par rapport au gouvernement de Bonn, et s'opposèrent à toute démarche susceptible de renforcer la CEE, celle-ci étant rendue responsable de la dégradation morale, politique et spirituelle de l'Allemagne [21]. Depuis que la réunification les a privé de leur principal argument, les REPs tendent à faire de la CEE la cause de toutes les difficultés survenues après la chute du mur de Berlin. A l'égal du Front national, ils estiment que le traité de Maastricht est synonyme de plus d'immigration, de plus de chômage et de plus d'insécurité. Viennent s'ajouter à cette liste la dénonciation d'une augmentation des dépenses communautaires alors que l'Allemagne doit assumer les coûts de la réunification, la mise en garde contre

toute initiative visant à restreindre la suprématie du mark et le rejet de la PAC. En ce qui concerne les pays de l'Europe de l'Est, le Front national et les Republikaner ont fait preuve d'une sollicitude qui n'a d'égale que l'actuelle méfiance à l'égard des réfugiés et la volonté de rester à l'écart des crises qui agitent l'ancienne Yougoslavie. Le Front national estimait encore récemment que l'Europe ne pouvait "séparer son destin de celui des nations captives de l'Europe de l'Est" [22] et que la France devait être à même "de défendre l'Europe et d'être présente partout dans le monde" [23]. Refusant de céder aux arguments de certains de ses collaborateurs [24], Jean-Marie Le Pen estime aujourd'hui que "la France n'a sans doute pas les moyens militaires d'aller jouer les gendarmes du monde ; fût-ce à quelques centaines de kilomètres de son territoire [25], et que la sagesse recommandait de ne pas intervenir. En Allemagne, les Republikaner dénoncent les "der Asylanten" (les "faux demandeurs d'asile"), terme qui désigne pêle-mêle les personnes originaires non seulement de Turquie, mais aussi de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Pologne ou des républiques de l'ex-Yougoslavie. Sous la pression du flot croissant des réfugiés [26], et exploitant les- peurs des citoyens allemands - ceux de l'Ouest craignant de payer un prix exorbitant la réunification et la politique gouvernementale d'immigration, ceux de l'Est craignant de devenir les "nouveaux Turcs" de la société allemande" l'extrême droite bénéficie d'un contexte éminemment favorable à la diffusion de mots d'ordre tels que "l'Allemagne aux Allemands" ou "Das Boot ist voll". Si cette situation de crise n'a pas profité aux Republikaner, il n'en reste pas moins que le terrain est propice à une nouvelle percée. De plus, le débat sur l'éventuelle révision de l'article 16 sur le droit d'asile montre que l'extrême droite allemande, avec des résultats électoraux bien plus faibles, a obtenu les mêmes résultats que le Front national en obligeant l'ensemble de la classe politique à aborder le sujet.

Les diverses analogies qui apparaissent entre les droites extrêmes allemande et française ne doivent pas masquer les différends qui les opposent. Sans même parler du nationalisme qui les anime et qu'elles traduisent par des slogans rivaux - pour le Front national, la France doit être "le moteur de l'Europe" alors que pour les REPs, ce rôle incombe à l'Allemagne [27], les deux formations n'ont pas toujours réussi à trouver un point d'accord sur certains sujets, parmi lesquels figurent le rapport au régionalisme. Cette question a ainsi provoqué des frictions au sein du groupe des Droites européennes, Franz Schönhuber reprochant à Jean-Marie Le Pen de n'être pas assez favorable à la décentralisation et à l'autonomie des régions. Celui-ci, tout en récusant ce jugement, a toujours établi une stricte distinction

entre particularisme régional (culturel essentiellement) et régionalisme radical (séparatisme) [28]. Au-delà de l'anecdote sur la proclamation de Bruxelles "capitale de la Flandre", c'est en définitive le problème du difficile équilibre à trouver entre le "droit à la différence", entre le privilège de l'enracinement et l'attachement à une communauté originelle restreinte d'une part, et l'unité nationale d'autre part, qui est ici mis en lumière. Face à ses partenaires du groupe des Droites européennes, le Front national s'est trouvé acculé à l'adoption d'une stratégie en zigzag : soutien accordé aux REPs contre le MSI à propos du Sud-Tyrol, accord avec le Vlaams Blok qui lutte pour la préservation de "l'ethnie flamande" et pour une partition de la Belgique, lien avec le groupe Agir de Liège favorable à l'indépendance de la Wallonie, désaccord avec la Ligue lombarde (maintenue à l'écart des DR) et avec le Front national belge (pourtant favorable à l'unité du pays).

A Strasbourg, le groupe des Droites européennes est ainsi miné par des oppositions internes, voire par des querelles de personnes, situation qui entrave son action au Parlement. Selon Europe et Patrie, le bulletin d'information du groupe, les députés d'extrême droite pèsent d'un poids non négligeable et oeuvrent activement pour l'instauration d'une Europe conforme à leurs vœux. En vérité, au-delà des thèmes généraux autour desquels l'unanimité s'accomplit (Europe confédérale, contrôle strict de l'immigration, respect des identités nationales...), chaque formation agit conformément à ses propres objectifs. A cette absence de cohésion vient s'ajouter l'absence de programme concret puisque l'opposition systématique à la construction européenne telle qu'elle est effectuée n'en constitue pas un substitut. L'Europe communautaire face aux nationalismes extrémistes

En novembre 1985, la commission d'enquête du Parlement européen sur "la montée du fascisme et du racisme en Europe" avait exprimé des craintes face à la multiplication des groupements extrémistes, l'implantation électorale de certains partis (Front national en tête) et la menace que constituait le passage de quelques groupes à l'action terroriste. Pour expliquer ces phénomènes, elle se référait à divers facteurs (problèmes économiques, flux migratoires, crise urbanistique, éducative et culturelle, sentiment d'insécurité, atténuation de la mémoire historique favorisant la diffusion des thèses révisionnistes) parmi lesquels figurait la "crise de mutation" que traversait la légitimité de l'État-national - crise liée tant à des situations internes particulières qu'aux mutations introduites par la dynamique communautaire. Tout en précisant que la xénophobie et l'extrémisme de droite ne devaient pas être identifiés, elle rappelait toutefois que

l'apparition d'une tentation xénophobe favorisait les formations extrémistes et que celles-ci, à leur tour, contribuaient à la diffusion de réflexes xénophobes - cycle qui, à terme, risquait d'engendrer le recours à la violence et l'incitation à la "guerre des races". Enfin, elle concluait par une mise en garde : "on ne saurait oublier que les autres forces politiques, dans une approche à courte vue de conjonctures électorales toujours incertaines, s'accommodent souvent un peu trop aisément de la nouvelle donnée qu'introduit dans la vie politique des pays européens l'expression de sentiments xénophobes mal maîtrisés. Un spectre d'une nouvelle espèce hante aujourd'hui l'Europe politique : le xénophobophile. Le terme convient non seulement à ceux qui contribuent à la montée des sentiments xénophobes, pour les exploiter politiquement, mais également à ceux qui, sans approuver l'apparition de tendances xénophobes, ne manquent pas moins d'essayer d'en tirer des profits politiques" [29].

La pertinence des conclusions de la commission a été, depuis lors, amplement prouvée. Si les Republikaner traversent une crise - liée à des rivalités internes et à la concurrence de mouvements plus extrémistes- et ne parviennent pas à retrouver l'audience qu'ils obtinrent en 1989. A Berlin-Ouest (7,5 %) ou aux élections européennes (7,1 %), le Front National a obtenu de biens meilleurs résultats dans la consolidation de son électorat et dans son implantation politique, avec 14,41 % des suffrages lors du premier tour des présidentielles de 1988, 11,73 % aux européennes de 1989 et des scores de plus de 20 % dans certaines régions ou partielles locales. En Allemagne, les mouvements d'extrême droite (REPs exclus) comptent aujourd'hui, selon l'Office de protection de la Constitution, près de 40.000 membres [30] dont 3.000 à 4.400 néo-nazis ou skinheads dans l'ex-RDA [31]. Cette progression de l'activisme extrémiste a coïncidé avec la multiplication des actions violentes contre les immigrés (270 en 1990, 1 500 en 1991). Moins aisément quantifiable, la montée du racisme et de la xénophobie transparaît dans les divers sondages effectués en France et en Allemagne et dans la banalisation du discours intégriste et révisionniste. Enfin, des "xénophobophiles" sont apparus tant en France qu'en Allemagne pour exploiter, au nom de "l'antiracisme", les hantises sécuritaires et les fantasmes identitaires. Faut-il en conclure que l'actuelle vigueur des nationalismes extrémistes menace l'Europe communautaire en favorisant ce que la commission du Parlement européen considérait comme une incitation à la "guerre des races", ou pour le moins des réflexes identitaires susceptibles de devenir des outils de mobilisation et de notoriété élargies ?

Au niveau national, il est certain qu'il existe une très forte corrélation entre la diffusion croissante de la propagande extrémiste et la montée des sentiments xénophobes. Un récent sondage [32] a ainsi révélé que 32 % des Français étaient séduits par les thèses du Front national (soit une hausse de 14 points par rapport à une enquête réalisée en octobre 1990) et que 38 % approuvaient les positions de Jean-Marie Le Pen sur l'immigration. En Allemagne, une enquête conduite auprès de 2 700 jeunes Allemands de l'Est en 1989 montrait déjà que plus de la moitié d'entre eux souscrivaient aux mots d'ordre "dehors, les étrangers" et "l'Allemagne aux Allemands(32). Il est également certain que les actions violentes menées par les groupes néo-nazis servent bien plus qu'elles ne desservent les partis légalistes d'extrême droite : ces derniers n'en apparaissent que plus "respectables", voire plus "modérés" tout en préparant le terrain à ces groupuscules dont ils se démarquent avec soin.

Sans minimiser les risques de déstabilisation que représentent l'ensemble des extrêmes droites (nationales-populistes, catholiques intégristes, nationales-démocrates, nationales-libérales, néo-nazies et autres), il n'en reste pas moins que l'Allemagne et la France ont à leur disposition, non seulement un arsenal politique et juridique qui leur donne les moyens de limiter cette dérive, mais aussi une capacité de résistance aux germes antidémocratiques et xénophobes. Les récents événements de Rostock n'incitent guère, il est vrai, à l'optimisme mais ils ne doivent pas faire oublier les diverses manifestations organisées pour condamner cette flambée de violence xénophobe. De même, le sondage précédemment évoqué révélait que 78 % des personnes interrogées estimaient que le Front National était un parti "sectaire", 81% qu'il était "raciste" et 65 % qu'il représentait un "danger pour la démocratie".

A l'échelle européenne, un contraste très net apparaît entre la relative stabilisation du FN et les crises que traversent l'ensemble des partis extrémistes : MSI épuisé par les querelles de succession qui ont suivi la mort d'Almirante en mai 88, Republikaner confrontés à des scissions et à un déclin électoral, résultats du Front national belge bien inférieurs à ceux du Front national français, faible essor du National Front, léthargie des solidaristes portugais, échec des nostalgiques franquistes en Espagne. La perspective d'une déstabilisation de l'Europe des Douze par ces divers mouvements apparaît peu crédible, mais la propagande identitaire et xénophobe qu'ils propagent peut, à terme, freiner l'intégration communautaire ou faire de l'Europe une entité close sur elle-même, formée d'entités également closes et appliquant une logique d'exclusion. Une autre menace, plus grave

encore, se concrétise depuis peu. Dans divers pays européens, on constate l'apparition de groupuscules dont le nationalisme extrémiste nourrit des revendications séparatistes ou autonomistes. Ces revendications ne sont pas seulement formulées par référence à des arguments politiques ou culturels mais par des présupposés sur la race ou l'ethnie.

Face à ces nationalismes extrémistes, l'Europe communautaire est en position de faiblesse bien qu'elle dispose, à l'égal des Etats membres, d'un ensemble de moyens politiques, juridiques et économiques pour entraver la montée des intégrismes identitaires et dénoncer les logiques d'exclusion. Dans son rapport, la commission du Parlement européen soulignait ainsi le rôle actif du Conseil, de la Commission, et également du Conseil de l'Europe. Mais, outre que son action - et celles des États - est rendue en partie impuissante en raison des difficultés socio-économiques que connaissent certains pays membres, elle a à combattre un mythe. En effet, les partis extrémistes opposent à la Communauté telle qu'elle existe l'idéal mythique d'une Europe, Europe des patries ou Europe des races, aux contours indéfinis. Concept polymorphe, ce mythe rallie tous ceux qui recourent à la théorie du "bouc émissaire" et que rassure l'image d'une Europe purifiée, libérée des maux qui selon eux sont sources de décadence et d'insécurité.

Maître de conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

[1] J.-M. Le Pen, La Trinité-sur-Mer, 22 août 1992.

[2] En 1984, ce groupe comprenait 10 députés du FN, 5 du MSI et 1 élu grec de l'EPEN. En 1989, il était constitué de 10 élus FN, 6 Republikaner (dont Franz Sch ?nhuber) et le leader du Vlaams Blook (Karel Dillen). Peu après, F. Sch ?nhuber en a été exclu et s'est retrouvé avec les non-inscrits (aux côtés des élus du MSI dont il avait refusé l'entrée dans le groupe en raison d'un différend sur la question du Sud-Tyrol/Haut-Adige).

[3] L.-M. Le Pen, Strasbourg, 6 avril 1988.

[4] Programme du Front national, 1984, p. 12.

[5] Ibid, p. 29.

[6] J.-M. Le Pen, Les Français d'abord, Paris, Carrère/Lafon, 1984, p. 75.

[7] Ibid, pp. 75-76.

[8] Ibid, pp. 75-76.

[9] Programme du Front national, op. cit., p. 117.

[10] idem.

[11] J-M. Le Pen, Les Français d'abord, op. cit. pp. 167-168

[12] RLP-Hebdo, 30 juin 1983. On peut se reporter également à l'identité (organe théorique du Front national) ou à J.-Y. Le Gallou, La préférence nationale. Réponse à l'immigration, Paris, Albin Michel, 1985. Pour une illustration concrète de cette conception, on se souvient que Bruno Mégret, dans ses 50 mesures présentées en novembre 1991, proposait un "contrôle sanitaire approfondi", le "démantèlement des ghettos ethniques", la suppression du droit du sol au profit du seul droit du sang et la révision des naturalisations depuis 1974 (principe juridique de rétroactivité que seul le gouvernement de Vichy avait osé mettre en pratique).

[13] En mai 1990, il s'est vu privé temporairement de ses fonctions de responsabilité à la suite d'un conflit qui t'opposa à la section bavaroise des REPs dirigée par Harald Neubauer

[14] En 1982, F. Schönhuber publia ses mémoires (Ich svar Dabei) dans lesquelles, tout en assurant qu'il prenait ses distances avec son passé de Waffen-SS, il n'avait de cesse de souligner les "aspects positifs" du national-socialisme. De même, si Republikaner, organe du mouvement, prend soin de ne faire aucune mention au racisme biologique ou à tout autre thème qui pourrait l'apparenter à une revue néo-nazie, il n'en va pas de même pour d'autres publications affiliées au parti.

[15] Cf. The week in Germany, 26 janvier 1990. Pour se démarquer des partis d'extrême droite et des groupuscules néo-nazis, F. Schönhuber avait déclaré qu'il était partisan du droit d'asile, que l'antisémitisme avait été une "catastrophe pour l'Allemagne" et que les REPs devaient exclure de leurs rangs toute personne suspectée de sentiment néo-nazis (dont H. Neubauer).

[16] On citera pour mémoire la campagne électorale des REPS qui fut marquée par des spots télé mêlant enfants turcs, punks, drogués, chômeurs - le tout accompagné d'une musique mortuaire.

[17] J.-M. Le Pen, La Trinité-sur-Mer, 22 août 1992.

[18] Idem. Cf. également Jacques Ploncard d'Assac, "Maastricht, un complot maçonnique contre la France", Minute- la France, 19-25 août 1992.

[19] Programme du Front national, 1984 - "l'union européenne est une utopie aussi longtemps que la Communauté européenne ne disposera pas de ressources suffisantes, d'une monnaie commune et d'une volonté politique inséparable d'une capacité de défense. Aussi longtemps qu'elle ne disposera pas d'une police commune et d'un espace judiciaire européen pour briser le terrorisme" (p. 191) ; "il est donc nécessaire de mettre en place une défense européenne. Nous devons admettre et faire admettre que la défense de l'Europe est la responsabilité première de tous les Européens et ne peut être limitée à l'une quelconque des frontières nationales de l'un des pays européens" (p. 181). J.-M. Le Pen était également favorable à une stratégie nucléaire européenne, organisée autour de la France. Enfin, il appelait de ses vœux un renforcement des compétences de la Commission et du Parlement européen

[20] Programme de juin 1988 : "La réunification de l'Allemagne est un objectif plus important que l'appartenance de la RFA à l'OTAN. Par conséquent, cette alliance ne doit pas constituer un obstacle insurmontable à l'unité allemande. Mais, le retrait de la RFA de l'OTAN ne doit pas être effectué de manière unilatérale et doit donc s'accompagner de celui de la RDA des alliances dont elle est membre. On notera que cette proposition coïncide avec le règlement de la crise des euromissiles.

[21] Programme de 1987 : "La position économique et sociale favorable de la RFA masque le fait que dans toute l'Allemagne la culture spirituelle et politique est en pleine dégénérescence, les valeurs morales ne sont plus respectées et l'impératif de l'unité nationale tend à disparaître".

[22] Ibid., p. 190.

[23] Ibid., p. 178.

[24] Bernard Anthony, fondateur de Présent, membre du bureau politique du Front national et député européen, est favorable, au nom d'une solidarité catholique, à une intervention en faveur des Croates.

[25] J.-M. Le Pen, La Trinité-sur-Mer, 22 août 1992.

[26] Depuis la chute du mur, près de deux millions d'Allemands venus des anciens pays communistes et de l'ex-RDA ont afflué à l'Ouest, à quoi s'ajoute l'immigration non-allemande (près de 250 000 personnes en 1991 et des prévisions qui s'élèvent à près de 400 000 pour cette année).

[27] De plus, lors de la campagne électorale pour les européennes, le mot d'ordre de l'extrême droite allemande était "l'Allemagne d'abord, l'Europe ensuite" - mot d'ordre pour le moins paradoxal.

[28] Cf. Les Français d'abord, op. cit., p. 194 : "je suis favorable au régionalisme, c'est une bonne manière de vivifier la Nation (S) je récuse l'autonomie et le pseudo-nationalisme et plus encore le séparatisme (S) Si je suis régionaliste et simplement régionaliste, c'est parce que je crois qu'on peut approfondir l'implantation des racines de l'homme dans son terroir, à la fois géographique et culturel. Mais cela ne peut se faire en aucune manière contre la Nation-mère, ainsi que le prétendent certains mouvements séparatistes". Le Front national est ainsi hostile aux divers mouvements régionalistes qui sont apparus en France depuis quelques années, parmi lesquels l'Alliance régionaliste provençale (créée par un transfuge du Front national, Pierre-Louis Causse, en septembre 1989).

[29] PE DOC A 2-160/85, p. 70.

[30] En 1990, la RFA comptait près de 32 000 militants d'extrême droite, contre 22 000 en 1986 et 25 200 en 1987 (cf. "Antisemitism Today", The Week in Germany, 8 juin 1988, p. 7).

[31] Contre 1500 à 2 000 en 1989-90 (cf. Süddeutsche Zeitung, 23 mai 1991, p. 6).

[32] Sondage SOFRES réalisé pour Le Monde et RTL, du 15 au 17 octobre, auprès d'un échantillon de mille personnes.³² Cité par C.T. Husbands, "Neo-Nazis in East Germany : The New Danger ?", Patterns of Prejudice, vol. 25, n° 1, 1991, p. 11.